SciencesPo
CEVIPOF

Note de recherche

Le Baromètre de la confiance politique / Vague 15

Mars 2024

ANATOMIE D'UN MALAISE DÉMOCRATIQUE FRANÇAIS

Bruno Cautrès
Chercheur CNRS
bruno.cautres@sciencespo.fr

La vague 15 du Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF montre que le pessimisme social et la défiance politique continuent d'être profondément ancrés en France, dans la durée comme en comparaison avec les autres pays de cette vague (Allemagne, Italie, Pologne). Près de sept ans après sa première élection, Emmanuel Macron n'est pas parvenu à inverser la courbe de la défiance politique, une défiance particulièrement liée aux perceptions des inégalités et au manque de confiance sociale. Cette note rend compte du malaise démocratique français et propose une typologie des attitudes politiques vis-à-vis de la démocratie en France : l'insatisfaction démocratique (qui est forte en France) ne se transforme pas nécessairement en une citoyenneté critique porteuse de nouvelles aspirations ; elle peut aussi traduire des rapports plus désabusés, voire autoritaires, à la démocratie.

La vague 15 du Baromètre de la confiance du CEVIPOF a été réalisée grâce à un partenariat entre le CEVIPOF, le CESE, Intériale Mutuelle, CMA-France, EDF et l'Université Guido Carli - LUISS à Rome.

L'enquête de terrain Baromètre de la confiance politique a été réalisée par OpinionWay du 8 au 18 janvier 2024 auprès d'un échantillon représentatif de 3 521 enquêtés en France, de 1 632 en Allemagne, de 1 706 en Italie et de 1 820 en Pologne.

Ni l'enquête ni son traitement ni les analyses qui en sont tirées n'ont fait l'objet d'un recours à l'intelligence artificielle.

L'hebdomadaire *The Economist* vient de publier son classement annuel des démocraties : si la France figure comme l'an passé parmi les 24 « démocraties pleines » (« full democracies »), elle recule d'un rang dans le classement pour se classer à la 23ème place. La France n'est plus qu'à deux places de rejoindre la catégorie des « démocraties imparfaites » qu'elle occupait il y a deux ans. Parmi les 27 pays membres de l'UE, dix autres pays que la France sont classés parmi les « démocraties pleines ». Tous, sauf l'Espagne qui occupe la 24ème place, sont mieux classés que la France, notamment les pays de l'Europe du Nord (la Suède, la Finlande et le Danemark classées en rangs 4, 5 et 6) et l'Allemagne, classée en 12ème.

Ce classement annuel des démocraties n'est pas le seul disponible. La base de données académique *V-Dem* confirme très largement le classement de *The Economist* et donne même à la France des scores inférieurs en matière de qualité de la démocratie. Cette grande base de données, composée de plusieurs centaines d'indicateurs, propose cinq scores synthétiques : un score de démocratie électorale (où la France obtient son meilleur classement en rang 10), de démocratie libérale, de démocratie participative, de démocratie délibérative et de démocratie égalitaire. Pour 2022, les classements les plus faibles de la France sont obtenus sur deux des cinq indicateurs : la démocratie participative (dans quel mesure l'idéal d'une démocratie participative est-il atteint ?) et la démocratie égalitaire (dans quelle mesure l'idéal d'une société égalitaire est-il atteint ?). Sur la première de ces deux dimensions, la France occupe le 40ème rang (l'Allemagne est en 15ème position) tandis que sur la seconde elle occupe le 26ème rang (l'Allemagne au 4ème rang). Les meilleurs rangs pour la France sont en matière de démocratie délibérative (rang 11 pour la France et 3 pour l'Allemagne) et de démocratie électorale (rang 10 pour la France et 15 pour l'Allemagne)[1].

Il n'est pas anodin que les plus mauvais scores obtenus par la France portent sur les questions de participation et d'égalité, « la démocratie égalitaire » étant ici définit comme le principe qui «considère que les biens matériels et immatériels, les inégalités entravent l'exercice des droits et libertés formels et diminuent la capacité des citoyens de tous les groupes sociaux à participer » ; les développeurs de la base de données précisent d'ailleurs que la démocratie égalitaire est atteinte lorsque trois conditions sont remplies : les droits et les libertés individuelles sont protégées de manière égale dans tous les groupes sociaux ; les ressources sont réparties également entre tous les groupes sociaux ; les groupes sociaux et les individus bénéficient d'un accès égal à pouvoir[2].

Dans le cas de la France, ces résultats sont particulièrement marquants, notamment si l'on revient vers les objectifs initiaux de la « décennie Macron », ceux de restauration de la confiance dans la politique et d'une société de l'émancipation : « il ne s'agit, ici, rien moins que de retisser entre les Français et la République le rapport qui s'est dissous dans l'exercice mécanique du pouvoir. Je veux réveiller avec vous le sens du pacte civique, je veux que l'efficacité, la représentativité et la responsabilité fassent émerger clairement et fortement une République contractuelle. La confiance accordée y va de pair avec les comptes qu'on rend » déclarait le chef de l'État dans son discours devant le Congrès réunit à Versailles le 3 juillet 2017[3] ; un an plus tard, le chef de l'État poursuivait, toujours devant le Congrès : « le réel modèle social de notre pays doit choisir de s'attaquer aux racines profondes des inégalités de destin, celles qui sont décidées avant même notre naissance, qui favorisent insidieusement les uns et défavorisent inexorablement les autres sans que cela se voit, sans que cela s'avoue. Le modèle français que je veux défendre exige que ce ne soient plus la naissance, la chance ou les réseaux qui commandent la situation sociale, mais les talents, l'effort, le mérite[4] ».

Comment rendre compte et expliquer l'écart, que nous avons déjà analysé[5], entre ces résultats décevants pour notre pays dans les classements internationaux des démocraties et l'ambition portée par Emmanuel Macron dès sa première élection ? Pour répondre à cette question, deux types d'explications peuvent être mobilisées. On peut tout d'abord revenir vers les explications systémiques et macroscopiques, qui s'expriment dans les variables socio-économiques, celles des inégalités sociales, ou vers les variables

1.
Ces données sont extraites de : https://v-dem.net/documents/29/V-dem_democracyreport2023_lowres.pdf
Voir le tableau 3, page 44 de ce document

2.
Op.cit.

3.
https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2017/07/03/discours-du-president-de-la-republique-devant-le-parlement-reuni-en-congres

4.
https://www.elysee.fr/front/pdf/elysee-module-938-fr.pdf

5.
Voir, par exemple : CAUTRÈS (Bruno) « Résilience des institutions et lassitude des opinions », *Note Le Baromètre de la confiance politique, Sciences Po CEVIPOF*, vague 12, février 2021, 6 p. https://www.sciencespo.fr/cevipof/sites/sciencespo.fr.cevipof/files/NoteBaroV12_BC_resilienceetlassitude_fevrier2021.pdf

institutionnelles qui concernent les inégalités de représentation politique. Notre propos sera ici différent, c'est le second type d'explications que nous allons mobiliser : l'explication par les opinions et les jugements portés par les citoyennes et les citoyens sur leurs systèmes politiques et sur les inégalités dont ces systèmes sont toujours porteurs. Les études d'opinion font en effet leurre une idée cardinale de la sociologie des représentations sociales, que l'on résume sous le nom de « théorème de Thomas » : les manières qu'ont les individus de se représenter les choses sont le point de vue important si l'on veut comprendre leurs motivations d'agir et de penser et elles finissent par avoir un effet sur le réel. On ne peut donc comprendre la situation de nombreux pays au regard des opinions négatives que les opinions se font de leurs systèmes socio-économiques ou politiques sans en passer par une analyse des filtres subjectifs par lesquels ces opinions passent.

Grâce aux données de la vague 15 du Baromètre de la confiance politique du Cevipof et à la richesse sociologique du matériau empirique qui a été recueilli, on dispose de multiples possibilités d'analyse pour comprendre ce paradoxe : comment expliquer, dans le cas de la France notamment, qu'un pays démocratique disposant de puissants leviers d'action publique, soit perçu si négativement lorsque ses citoyennes et citoyens se prononcent sur son système politique et sur sa capacité à tenir sa promesse d'égalité ? La méthode comparative permet de mieux décrire et expliquer cet étrange paradoxe français[6].

La vague 15 de l'enquête s'inscrit dans une série de données sans équivalent en France pour comprendre, sur 15 ans aujourd'hui, la défiance politique et objectiver ses principaux ressorts. L'ensemble enquête repose sur plusieurs piliers sociologiques, notamment les dimensions de confiance sociale, de confiance politique et de rapport à la démocratie, les trois dimensions qui seront ici suivies.

6.
Cautrès, Bruno. "Cet « étrange » citoyen français : comprendre les ressorts de la défiance politique". In : *La vie politique*. Paris, Presses de Sciences Po, 2021, p. 193–203

Une opinion marquée par la méfiance, la lassitude et la morosité

C'est l'un des traits marquants de cette vague 15 du Baromètre : non seulement l'état d'esprit des Français est toujours profondément marqué par des sentiments pessimistes et négatifs, mais les niveaux auxquels l'enquête les enregistre cette année sont parmi les plus hauts de la série depuis 2009. C'est notamment le cas en ce qui concerne l'expression des sentiments de « méfiance » et de « lassitude », en forte hausse cette année par rapport à l'an dernier et à leurs niveaux les plus élevés si l'on met à part les années 2021 et 2022 dans la suite de l'épidémie du Covid : 38% (+ 9 points) pour la méfiance et 36% (+ 6 points) pour la lassitude.

Ce pessimisme de l'opinion n'est pas seulement ancré dans le temps des quinze années qui se sont déroulées depuis la première vague du Baromètre en 2009. Il est confirmé par la position de la France par rapport aux autres pays avec lesquels nous avons comparé notre pays depuis 2020, comme le montrent les tableaux 1 et 2.

C'est en effet en comparant la France aux autres pays européens que l'on prend la mesure du pessimisme général de l'opinion française. Il n'y a qu'en Italie que l'état d'esprit général de la population se rapproche de celui de la France, et encore : si la lassitude est exprimée au même niveau qu'en France qu'en Italie (36%), la méfiance est plus faiblement exprimée (33% contre 38% en France) et c'est la sérénité qui arrive en troisième (21%) chez nos voisins italiens.

La France se différencie bien davantage encore de l'Allemagne (où c'est la sérénité qui arrive en tête avec 34% suivie de la méfiance et de la lassitude) et surtout de la Pologne où la sérénité est largement en tête (38%) suivie du bien-être (30%) et de la méfiance (20%).

Tableau 1 : **Le sentiment de lassitude (% de citation) exprimé pour caractériser le mieux l'état d'esprit actuel**

	France	Allemagne	Royaume-Uni	Italie	Pologne
V11 (février 2020)	28	7	19	-	-
V11bis (avril 2020)	28	13	27	-	-
V12 (février 2021	41	15	31	40	-
V13 (février 2022)	40	-	-	-	-
V13bis (mars-avril 2022)	39	-	-	-	-
V14 (février 2023)	30	9	25	36	
V15 (février 2024)	36	16	-	36	11

Source : CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, vagues 11 à 15.

Tableau 2 : **Le sentiment de morosité (% de citation) exprimé pour caractériser le mieux l'état d'esprit actuel**

	France	Allemagne	Royaume-Uni	Italie	Pologne
V11 (février 2020)	22	7	15	-	-
V11bis (avril 2020)	28	10	15	-	-
V12 (février 2021	34	14	16	24	-
V13 (février 2022)	25	-	-	-	-
V13bis (mars-avril 2022)	32	-	-	-	-
V14 (février 2023)	26	11	13	22	-
V15 (février 2024)	26	20	-	20	3

NB : un tiret dans une case signifie que la donnée n'est pas disponible
Source : CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, vagues 11 à 15.

Ces résultats rejoignent très largement ceux que nous observons depuis 2020, depuis que nous comparons la France à d'autres pays européens. Le triptyque méfiance/lassitude/morosité occupe en effet presque constamment les trois premières places des sentiments ressentis en France[7]. La sociologie de ces sentiments pessimistes montre une importante différence entre le sentiment de méfiance et celui de lassitude : alors que la méfiance est encore plus nettement dans les catégories de la population les plus socialement fragiles et vulnérables (46% parmi ceux qui déclarent s'en sortir très difficilement avec les revenus de leur foyer, 44% parmi les ouvriers, 41% parmi ceux qui gagnent moins de 2000 € par mois), la lassitude n'est pas l'apanage de ces catégories et elle est également fortement citée parmi des catégories plus favorisées (si 44% de ceux qui déclarent s'en sortir très difficilement avec les revenus de leur foyer ressentent de la lassitude, c'est également le cas pour 40% des professions intermédiaires, 38% parmi l'ensemble des « CSP+ » et 37% parmi les titulaires d'un diplôme au moins égal à Bac +2).

7. À l'exception de la vague 14 de notre enquête où la sérénité s'était installée en troisième position dans le contexte d'une fin de l'épidémie de Covid

Politiquement la méfiance est avant tout ressentie parmi les sympathisants des partis situés à l'extrémité droite du spectre politique : la moitié ou presque des électeurs d'Éric Zemmour (51%), de Nicolas Dupont-Aignan (50%) ou de Marine Le Pen (47%) éprouve de la méfiance, 43% de ceux qui se déclarent très à droite. À l'image de sa segmentation sociale, la lassitude est, cependant, ressentie dans des électorats plus diversifiés : toujours forte à l'extrémité droite du spectre politique, elle est également forte à l'extrémité gauche (43% parmi les électeurs de Jean-Luc Mélenchon) et plus globalement à gauche (41% parmi les électeurs de Yannick Jadot, 40% parmi les sympathisants du PS et des Écologistes). Si la méfiance et la lassitude vont de pair (en France, 47% de ceux qui citent la méfiance pour décrire leur état d'esprit actuel citent également la lassitude), choisir le premier terme pour décrire son état d'esprit est sociologiquement et politiquement plus caractérisé. La lassitude repose en partie sur les mêmes bases mais elle concerne des catégories plus diverses de la population, elle est moins « typifiée » socialement et politiquement.

La comparaison avec les trois autres pays montre que les segmentations sociologiques de l'état d'esprit des populations sont également prononcées dans les autres pays mais que c'est en France qu'elle crée d'importants écarts. La comparaison révèle toute la profondeur du malaise français en termes d'état d'esprit et de moral, avec un résultat très marquant : les « CSP+ » françaises expriment plus de méfiance que les « CSP - » allemandes (32% contre 27%) et elles expriment plus de deux fois plus leur lassitude (38% contre 16%) ! Ce résultat, assez impressionnant, montre que l'effet du contexte national pèse en France plus fortement encore que les effets des appartenances sociales.

La morosité et la lassitude qui caractérisent la France trouvent un écho dans le niveau plus faible, sur de nombreux indicateurs, de la « confiance sociale », la confiance que l'on investit dans les autres. Le concept de « confiance sociale » (*social trust*) joue un rôle capital dans les recherches académiques portant sur la confiance en général et la confiance politique en particulier. De nombreux auteurs ont voulu stabiliser une définition conceptuellement pure et empiriquement valide de la « confiance sociale » sans parvenir à une définition unanimement acceptée. Un consensus se dégage portant autour de la définition qu'en ont donnée Delhey et Newton en 2005 : « la croyance que les autres ne nous feront pas délibérément ou consciemment du mal, s'ils peuvent l'éviter, et prendront soin de nos intérêts, si c'est possible[8] ». D'autres auteurs ajoutent que la confiance sociale est un pari optimiste envers la fiabilité des autres[9] : on coopérerait en confiance avec une autre personne aussi longtemps qu'aucune preuve que cette personne soit peu digne de confiance ne soit apportée. Les auteurs qui ont travaillé sur ces définitions se différencient car pour certains la « confiance sociale » est davantage une norme sociale que nous apprenons de notre socialisation primaire tandis que pour d'autres elle est davantage une disposition psychologique individuelle. Quoi qu'il en soit, les auteurs s'accordent sur l'idée que nous apprenons la confiance dès un jeune âge, que l'éducation (famille et école) joue un rôle capital dans ce processus et que lorsque celui-ci est stabilisé, il est peu probable d'inverser le cours des choses au cours de notre vie[10]. La confiance sociale joue donc un rôle important dans la confiance politique car elle joue un rôle de filtre perceptif tout au long de la vie. C'est en cela que les indicateurs de confiance sociale sont particulièrement importants à mesurer et analyser.

8.
Delhey, J., & Newton, K. (2005). Predicting cross-national levels of social trust: global pattern or Nordic exceptionalism? *European Sociological Review*, 21, p.311

9.
Yamagishi, T., & Yamagishi, M. (1994). Trust and commitment in the United States and Japan. *Motivation and Emotion*, 18, 129-165

10.
C'est notamment Uslaner qui, dans un texte de référence sur cette question, propose cette analyse : Uslaner, E. M. (2002). *The moral foundations of trust.* New York: Cambridge University Press

Les données de notre enquête révèlent à cet égard un paradoxe de la confiance sociale, particulièrement accentué en France : si la mesure globale de la confiance dans les autres est faible (seuls 31% des italiens et des polonais, 34% des français et 42% des allemands déclarent que l'on peut « faire confiance à la plupart des gens »), la confiance dans des cercles de relation cités par notre questionnaire est plus élevée : au plus haut, la confiance dans la famille (91% en France), puis au fur et à mesure que le cercle s'élargit une confiance plus faible (en France, cela oscille entre 73% de confiance dans ses voisins et 44% pour « les gens que l'on rencontre pour la première fois »).

De tous ces indicateurs, c'est l'indicateur de confiance sociale générale (« faire confiance à la plupart des gens » versus « on n'est jamais assez prudent quand on a affaire aux autres ») qui est l'indicateur le plus valide de la confiance sociale car il n'est orienté vers aucune catégorie en particulier et qu'il capte une dimension diffuse de confiance dans les autres. Il corrèle d'ailleurs assez bien avec la confiance dans les gens que l'on rencontre pour la première fois, voire très fortement en France : c'est en France, en effet, que la proportion de ceux qui déclarent que l'on « peut faire confiance à la plupart des gens » est la plus forte parmi ceux qui déclarent que l'on peut faire confiance « aux gens que l'on rencontre pour la première fois » (84%).

Le fait que seuls 34% des personnes interrogées en France soient confiantes dans les autres de façon générale confirme un résultat établi par les données de l'enquête European Social Survey qui mesure cette confiance générale sur une échelle de 0 à 10 : dans les données 2020 de cette enquête comparative européenne, la France occupe la 16ème place sur 22 pays en termes de confiance sociale[11].

Une confiance sociale toujours faible

On dit parfois que si la France est le pays de la défiance sociale, elle est en même temps le pays du bonheur de vivre dans la sphère privée. C'est la fameuse antithèse « bonheur privé, malheur public ». Si l'on considère une facette du bonheur de vivre, l'indicateur de satisfaction avec la vie que l'on mène, les données de notre vague 15 rejoignent un constat fait lors des précédentes vagues qui comparaient la France à d'autres pays : ce n'est pas en France que la satisfaction avec la vie que l'on mène est la plus forte. Sur une échelle de mesure de 0 à 10, 44% des Polonais se déclarent satisfaits de leur vie (les notes 6 à 10 de l'échelle), 36% des Allemands et des Italiens et seulement 31% des Français. L'indicateur de satisfaction avec la vie n'est certes pas une mesure d'affects vis-à-vis de la vie ni de bonheur de vivre ; mais s'il capte une dimension plus générale du bien-être, il lui est en partie corrélé et a clairement des effets sur les attitudes politiques[12].

Les Français considèrent d'ailleurs, plus que dans les trois autres pays, que leur situation ne s'est pas améliorée par rapport à celle de leurs parents quand ils avaient le même âge : ce sont 59% des Polonais qui déclarent que leur situation est meilleure que celle de leurs parents, 46% des Italiens et des Allemands et seulement 36% des Français. On constate des tendances très comparables lorsque l'on prend en compte d'autres dimensions de la situation sociale subjectivement vécue : 54% des Polonais se positionnent « en haut » de l'échelle sociale, 46% des Italiens, 41% des Allemands et 37% des Français. Ces perceptions subjectives parlent d'un malaise social profondément ancré en France : comme les travaux de notre équipe l'ont montré depuis quelques années[13], la crise de confiance française est très fortement corrélée avec le

11.
Sur les 22 pays de cette enquête, 16 sont membres de l'UE. La note moyenne de confiance sociale des pays d'échelonne de 6.9 (sur 10) en Finlande à 3.6 en Bulgarie, dernière du classement. La note moyenne de confiance sociale en France est de 4.6

12.
Sur cette question, voir : Flavin, P., Keane, M.J. Life Satisfaction and Political Participation: Evidence from the United States. *Journal of Happiness Studies* 13, 63–78 (2012). https://doi.org/10.1007/s10902-011-9250-1

13.
Bruno Cautrès, Gilles Ivaldi, Luc Rouban et Virginie Tournay. Le sentiment d'injustice révélateur de l'échec du macronisme à faire émerger une société du mérite, *Le Monde*, 13 février 2024, https://www.lemonde.fr/politique/article/2024/02/13/le-sentiment-d-injustice-revelateur-de-l-echec-du-macronisme-a-faire-emerger-une-societe-du-merite_6216274_823448.html
Voir également : Luc Rouban, *Les raisons de la défiance*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2022, 172 p

sentiment de ne pas vivre dans une société tenant sa promesse d'égalité. Parmi les quatre pays que nous avons comparés, la France est d'ailleurs l'un de ceux où l'opinion selon laquelle nous vivons dans une « société juste » est la moins partagée : seuls 24% des Français le pensent (19% en Italie, 29% en Allemagne et 33% en Pologne). Les catégories sociales les plus favorisées en France (les « CSP + ») pensent à peine plus que les catégories sociales allemandes les moins favorisées (les « CSP -») vivre dans une société juste et moins que ces mêmes catégories en Pologne. Alors que 67% des Allemands que nous avons interrogés considèrent que les efforts qu'ils font ou ont fait dans la vie professionnelle ont été reconnus et récompensés, ce n'est le cas que de 53% des Français.

La vague 15 de notre enquête montre donc à nouveau, qu'en France en particulier, la défiance sociale est fortement corrélée avec l'idée que l'ascenseur de la mobilité sociale ne fonctionne pas bien : alors que 69% des Allemands qui considèrent vivre moins bien que leurs parents déclarent que « l'on n'est jamais assez prudent quand on a affaire aux autres », c'est 77% en France (comme en Italie). Sans être la seule parmi les quatre démocraties que nous comparons à être touchée par une crise structurelle de la confiance sociale, avec plusieurs points qui la rapproche de l'Italie et la différencie de l'Allemagne et de la Pologne, la France est structurellement ancrée dans un manque de confiance des citoyens dans les autres. Nos données rejoignent clairement les analyses de Yann Algan montrant les liens entre les bas niveaux de la confiance sociale en France[14] et un malaise social plus diffus et général.

Insatisfaction démocratique et jugements négatifs sur la politique

Notre enquête repose sur un second pilier, celui des indicateurs de la confiance politique. Pour la première fois, depuis 2009, le Baromètre de la confiance pose une question très générale sur la confiance dans la politique, avant de revenir vers l'ensemble des indicateurs habituellement posés sur les objets de la confiance politique et institutionnelle. Les résultats montrent que, comme pour la confiance sociale, la confiance politique est au plus bas en France : si 54% des Polonais, 45% des Allemands et 33% des Italiens déclarent avoir confiance dans la politique, ce n'est le cas que de 30% des Français. Plus encore que la confiance sociale, la confiance politique révèle de profonds clivages sociaux : en France, 41% des cadres supérieurs et professions intellectuelles déclarent avoir confiance dans la politique, 24% parmi ceux qui déclarent s'en sortir « très difficilement » avec leurs revenus ou vivre dans « un territoire en difficultés », 21% parmi les ouvriers et 12% seulement parmi les chômeurs, le taux de plus faible constaté dans toutes nos données.

De très nombreux indicateurs mesurant la perception de l'univers de la politique, de la vie politique et de ses acteurs sont disponibles dans notre enquête. Les Français, souvent plus que les Allemands et les Polonais, souvent autant et davantage que les Italiens, continuent de percevoir très négativement les acteurs de la politique. Les données des tableaux 3 et 4 montrent une impressionnante défiance française pour le monde de la politique et ses principaux acteurs, les professionnels de la politique.

14.
Yann Algan & Pierre Cahuc, 2007. *"La société de défiance : comment le modèle social français s'auto-détruit*, Paris, PSE-École d'économie de Paris (Postprint) halshs-00754862, HAL. Voir également : Algan, Yann, Pierre Cahuc, and André Zilberberg. *La Fabrique de la défiance:..et comment s'en sortir*. Albin Michel, 2012 ; Algan, Y., Beasley, E., & Senik, C. *Les Français, le bonheur et l'argent*, Paris, Éditions rue d'Ulm, 2018

Tableau 3 : **L'évolution des attitudes à propos de la politique 2022-2024**

	V13 (Février 2022)	V14 (Février 2023)	V15 (Février 2024)
Les hommes et les femmes politiques ne se préoccupent pas de ce que les gens comme vous pensent	77	82	81
Les hommes et femmes politiques sont plutôt corrompus	65	65	68
La démocratie ne fonctionne pas très bien en France	57	64	69
Éprouvent de la méfiance lorsqu'ils pensent à la politique	39	37	37
Les hommes et les femmes politiques essaient de tenir leurs promesses	31	29(*)	28
Éprouvent du dégoût lorsqu'ils pensent à la politique	17	19	19

(*) : vague 13bis, juin 2022
Source : CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, vagues 13 à 15.

Tableau 4 : **Attitudes vis-à-vis de la démocratie et du système politique en France, Allemagne, Pologne et Italie**

	France	Allemagne	Pologne	Italie
Avoir un système politique démocratique est une bonne manière de gouverner le pays	83	84	84	88
C'est utile de voter car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses	75	76	80	75
La démocratie ne fonctionne pas bien dans le pays	68	47	64	63
Il n'y a pas de quoi être fier de notre système démocratique	44	28	53	38
En démocratie rien n'avance, il vaudrait mieux moins de démocratie mais plus d'efficacité	43	34	39	39
Avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du parlement ni des élections est une bonne manière de gouverner le pays	34	37	46	37
Que l'armée dirige le pays est une bonne manière de gouverner le pays	23	14	17	17

Source : CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, vague 15 (2024)

Si la défiance politique n'est pas spécifique à la France, notre pays n'est pas celui dans lequel l'adhésion aux opinions les plus favorables à la démocratie représentative sont les plus partagées. La France est en revanche le pays où l'opinion selon laquelle «il n'y a pas de quoi être fier de notre système démocratique » est la plus répandue (44%, pas loin d'une personne interrogée sur deux en France), ainsi que l'opinion selon laquelle « il vaudrait mieux moins de démocratie mais plus d'efficacité » ou que l'armée dirige le pays » est une bonne manière de gouverner le pays. Enfin, si la France est le pays qui soutient le moins l'idée d'un « d'un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du parlement ni des élections » ce sont tout de même 34% des personnes interrogées qui le déclarent.

La défiance politique s'exprime donc en écho d'un prisme d'attitudes insatisfaites et même critiques vis-à-vis du fonctionnement de la démocratie, voire du principe même du régime politique démocratique. Ce prisme est lui-même ancré dans les grandes dimensions des inégalités du statut socio-économique et des polarisations politiques. On constate partout, mais plus encore en France que dans les autres pays, de profondes segmentations et clivages socio-politiques à propos du fonctionnement de la démocratie : 62% des cadres supérieurs considèrent qu'en France la démocratie ne fonctionne pas bien, c'est 74% parmi les ouvriers. La polarisation politique joue encore plus fortement, avec l'expression d'un important biais partisan : 37% des électeurs de premier tour d'Emmanuel Macron considèrent que la démocratie ne fonctionne pas bien en France, 74% des électeurs de Jean-Luc Mélenchon et 83% de ceux de Marine Le Pen ; les écarts sont encore plus importants lorsque l'on prend en compte la sympathie partisane plutôt que le vote.

La proximité et la protection comme sources de confiance, la sphère du débat public réceptacle de la défiance

Pour autant, la défiance politique n'est pas exprimée par les personnes interrogées de la même manière pour les acteurs de la vie politique que pour les institutions publiques ou les organisations de la vie socio-économique. Comme lors des vagues précédentes du Baromètre, les opinions sur les acteurs de la politique nationale sont toujours plus, voire nettement plus négatives que celles sur la politique locale. Les données de la vague 15 du Baromètre montrent, une fois encore, une ligne de séparation entre deux dimensions de la confiance politique et institutionnelle.

D'une part, la confiance dans les institutions et les rôles politiques locaux est toujours plus forte, nettement plus forte, que pour les acteurs politiques nationaux. La confiance dans les maires reste la plus forte en France, avec des écarts considérables par rapport aux acteurs de la politiques nationale : 60% déclarent faire confiance aux maires de leurs communes, c'est entre 21 et 31 points de confiance de plus que pour les députés (39%), le premier ministre (35%)[15] et le président de la République (29%). D'autre part, la confiance dans les institutions publiques, notamment celles qui incarne la proximité, la protection et le soin est sans commune mesure avec la confiance dans les acteurs politiques ou dans les acteurs de l'espace politico-médiatique : la confiance dans la gendarmerie, les hôpitaux, l'armée, la police, la Sécurité sociale ou l'école varie entre 77% et 67% tandis que la confiance dans les médias, les partis politiques et les réseaux sociaux plafonne à 28% pour les premiers et chute à 16% pour les derniers. Les acteurs économiques de proximité comme les PME et les artisans (en tête de notre classement des confiances pour la seconde année, avec 82%) sont nettement plus investis de confiance que les acteurs économiques perçus comme plus lointains : les grandes entreprises publiques ou privées et les banques. On doit noter la forte remontée de confiance (depuis deux ans, c'est-à-dire depuis la réforme des retraites) dans les syndicats, aujourd'hui au même niveau de confiance que les banques et proche du niveau de confiance dans la justice. Ces grandes tendances se confirment dans les trois autres pays, sauf en Pologne où la confiance dans les institutions régaliennes (police, armée et justice) est nettement plus faible que la confiance dans certains acteurs économiques.

15.
Le terrain de l'enquête a débuté en France au lendemain de la nomination de Gabriel Attal

Comme presque toutes les données analysées ici le montrent, on discerne clairement dans la vague 15 du Baromètre les signes récurrents d'un malaise social et d'un malaise démocratique structurels en France. La comparaison avec les autres pays montre que la France n'est pas un cas isolé même si dans notre pays ces deux malaises sont souvent plus profondément exprimés et davantage liés l'un à l'autre que dans les trois pays retenus ici pour la comparaison. Quelles en sont les conséquences politiques ? On peut notamment s'interroger sur la capacité du système démocratique à absorber ces dimensions structurelles et mettre en regard les attentes des citoyennes et des citoyens en la matière. Quelle est, au fond, la profondeur du malaise démocratique français ? Le fait que la défiance politique soit d'une telle ampleur est-il l'amorce d'un « décrochage démocratique » français inquiétant ou au contraire est-il le signe qu'un renouveau démocratique pourrait en sortir vainqueur ?

Malaise démocratique : citoyens critiques et démocrates insatisfaits

Les données de la vague 15 du Baromètre permettent de répondre en partie à ces questions fondamentales de science politique et d'analyse politique. Nous analysons ici simultanément neuf indicateurs du questionnaire qui concernent le système démocratique (ces indicateurs ont été présentés largement dans les pages ci-dessus) : par exemple, l'évaluation sur le fonctionnement de la démocratie, le souhait de voir les citoyens ou la société civile avoir plus de poids dans les décisions politiques ou encore l'adhésion à des opinions autoritaires sur la démocratie (l'armée qui dirige le pays, « l'homme fort » ou encore qu'il vaudrait mieux moins de démocratie pour plus d'efficacité).

L'originalité de l'analyse conduite ici est d'utiliser les puissantes méthodes statistiques de l'analyse multidimensionnelle. L'analyse des données a été réalisée en deux étapes, en utilisant des techniques d'analyse statistique multivariée permettant tout d'abord de faire ressortir les grandes dimensions sous-jacentes à ce bloc de neuf questions sur la démocratie puis d'identifier des « classes » ou groupes de répondants. Cet objectif typologique vise deux objectifs : d'une part synthétiser les données en faisant ressortir les grands systèmes d'oppositions sur les questions démocratiques qui sont présents dans l'opinion ; d'autre part quantifier le poids de ces différents systèmes de représentations à propos de la démocratie.

Une importante question de recherche constitue le fil directeur de l'analyse : la défiance politique, dont nous avons constaté l'ampleur et la dimension structurelle en France, conduit-elle à des formes de rejet de la démocratie représentative ou à l'expression de nouvelles demandes ? Les travaux de sociologie politique ont, depuis plusieurs décennies, voulu savoir si l'insatisfaction des citoyens vis-à-vis du fonctionnement de la démocratie n'était pas à la fois une donnée consubstantielle à la démocratie et un ressort démocratique fondamental. La défiance politique serait alors davantage une source de renouveau démocratique que l'expression d'un rejet des principes démocratiques.

Dans la littérature académique on emploie le terme de « citoyens critiques » ou de « démocrates insatisfaits » pour caractériser une attitude politique faite d'adhésion aux grands principes de la démocratie représentative et d'insatisfaction, voire de critiques, sur son fonctionnement. Stefan Dahlberg, Jonas Linde et Sören Holmberg définissent ainsi le terme dans un texte fondateur sur le sujet : « bien qu'une grande partie de la population mondiale

exprime son mécontentement à l'égard du fonctionnement de la démocratie dans son pays, elle exprime en même temps un soutien fort aux principes de la démocratie. Dans la littérature, les personnes qui adoptent ces attitudes ont été qualifiées de "démocrates insatisfaits" ou de "citoyens critiques", c'est-à-dire des individus qui soutiennent les principes de la démocratie tout en étant insatisfaits de la performance du système politique existant[16] ».

Cinq profils de rapport à la démocratie

Les données de la vague 15 du Baromètre permettent d'identifier cinq profils (sur le plan méthodologique on parle de « classes » ou de « clusters ») traduisant des rapports très différenciés à la démocratie en France[17]. La première « classe » est la plus importante, ce sont les *« démocrates insatisfaits »*, au sens donné ci-dessus : 41%[18] des personnes que nous avons interrogées appartiennent à cette catégorie. Ces personnes déclarent qu'avoir un système politique démocratique est une bonne façon de gouverner le pays, que « c'est utile de voter car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses » mais considèrent qu'en France la démocratie ne fonctionne pas bien. Elles n'adhèrent pas pour autant aux remises en cause radicales de la démocratie représentative : elles expriment clairement leur désaccord avec l'opinion selon laquelle un bon système de gouvernement pour la France pourrait être « un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du parlement et des élections » ainsi que l'armée dirigeant le pays ou encore avec l'opinion selon laquelle « en démocratie rien n'avance, il vaudrait mieux moins de démocratie mais plus d'efficacité ». En revanche, ces personnes souhaitaient que davantage de place soit donnée aux citoyens et la société civile dans les processus de décision politique.

La seconde classe est celle des *« démocrates satisfaits »*, une catégorie qui ne pèse que 14% dans nos données sur la France. Deux différences principales s'expriment dans cette catégorie par rapport à celle des « démocrates insatisfaits » : une appréciation positive sur le fonctionnement de la démocratie en France et le désaccord sur le rôle accru que devraient jouer les citoyens et les acteurs de la société civile dans les décisions politiques. Si tous les autres indicateurs, les « démocrates satisfaits » rejoignent les « démocrates insatisfaits » : désapprobation des alternatives autoritaires à la démocratie (« homme fort » et armée dirigeant le pays, moins de démocratie pour plus d'autorité).

La troisième classe est celle des *« démocrates désillusionnés »,* elle représente 16% de personnes interrogées en France. Ce qui caractérise cette catégorie c'est l'opinion selon laquelle non seulement la démocratie ne fonctionne pas bien en France mais que ce n'est pas utile de voter, que ce n'est pas en votant que l'on peut faire évoluer les choses. Les personnes qui appartiennent à cette catégorie continuent néanmoins de penser qu'un système démocratique est une bonne manière de gouverner le pays mais elles expriment une pluralité de demandes qui toutes concernent leur insatisfaction et leur désillusion vis-à-vis du système démocratique : elles adhèrent à l'opinion selon laquelle les citoyens devraient jouer un rôle plus important dans les décisions, à l'idée d'une démocratie d'experts, qu'il vaudrait mieux moins de démocratie pour plus d'efficacité. Les personnes regroupées ici n'adhèrent pas à l'idée d'un « l'homme fort qui n'a pas à se préoccuper du parlement et des élections » mais leur insatisfaction sur l'efficacité de la démocratie les conduit à adhérer l'idée que l'armée dirigeant le pays peut être une bonne forme de gouvernement.

16.
Stefan Dahlberg, Jonas Linde et Sören Holmberg. Dissatisfied democrats: A matter of representation or performance? *QoG Working Paper Series* 2013:8, April 2013. ISSN 1653-8919 https://gupea.ub.gu.se/bitstream/handle/2077/38941/gupea_2077_38941_1.pdf?sequence=1&isAllowed=y

17.
Rappelons ici que toute typologie repose sur un ensemble de choix méthodologiques qui conditionnent les résultats : les indicateurs servant de base à l'analyse des données, leur métrique (ici le choix a été fait de dichotomiser les échelles de réponses) et l'algorithme de classification. Ici, c'est une classification ascendante hiérarchique qui a été réalisée sur les facteurs d'une analyse des correspondances multiples réalisée préalablement. D'autres choix méthodologiques pourraient donc conduire à d'autres résultats. Les détails techniques et les programmes statistiques utilisés sont disponibles sur simple demande

18.
Les pourcentages sont ici pondérés par un redressement sociologique et politique, une fois obtenus par la méthode de classification

La quatrième classe représente également 16% des personnes interrogées et regroupe des personnes qui adhèrent à presque toutes les propositions des neuf indicateurs que nous analysons, mais avant tout les propositions qui captent une demande d'autorité et d'ordre ; ce sont des *« démocrates autoritaires ».* Si les personnes regroupées dans cette classe continuent de déclarer qu'un bon système de gouvernement pour le pays est un système démocratique et que c'est utile de voter, ce n'est pas ce qui les caractérise en premier. Ce qui les caractérise en premier, c'est avant tout l'adhésion à des opinions qui s'opposent à la démocratie représentative : l'opinion selon laquelle un bon système de gouvernement pourrait être « un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du parlement et des élections », qu'un gouvernement d'experts pourrait également être une bonne solution, voire l'armée dirigeant le pays et « qu'en démocratie rien n'avance, il vaudrait mieux moins de démocratie mais plus d'efficacité ».

La cinquième classe est se différencie de la quatrième en ce qu'elle réfute le principe démocratique pour affirmer une conception purement autoritaire du régime politique idéal pour elle. Elle représente 13% des personnes interrogées en France et l'on peut la dénommer la classe des *« non-démocrates autoritaires ».* Les personnes regroupées ici déclarent qu'un système démocratique n'est pas un bon système de gouvernement pour le pays, que ce n'est pas utile de voter, que ni les citoyens ni les organisations de la société civile ne devraient avoir davantage de rôle dans les décisions politiques. Elles déclarent également une forte insatisfaction sur le fonctionnement de la démocratie en France, adhèrent enfin à l'idée que l'armée dirigeant le pays pourrait être une bonne forme de gouvernement et qu'il « vaudrait mieux moins de démocratie pour plus d'efficacité ».

Des rapports à la démocratie clivés socialement et politiquement

Afin d'éprouver la validité empirique d'une typologie il s'agit de vérifier qu'elle différencie nettement les classes selon un semble de variables sociologiques et politiques. Le tableau 5 permet de le vérifier pour un ensemble de variables sociologiques et politiques, pour lesquelles nous n'avons retenu que quelques modalités. On voit que les clivages sociologiques (en particulier la CSP et le diplôme) se traduisent par une inclinaison démocratique plus importante parmi les catégories sociales favorisées, ou par une plus grande insatisfaction démocratique dans ces mêmes catégories mais qui ne s'inscrit pas dans la désillusion, l'autoritarisme ou le rejet des principes démocratiques. C'est en revanche parmi les catégories sociales les plus exposées et les plus vulnérables socialement (chômeurs, ouvriers) que le rapport à la démocratie est le plus distant, le plus en désillusion et qu'un rapport plus autoritaire à la démocratie est le plus fréquent.

Tableau 5 : **Répartition des cinq profils de rapport à la démocratie, selon des variables sociologiques et politiques (% horizontaux)**

	Classe1	Classe2	Classe3	Classe4	Classe5
Âge					
18-24 ans	40	6	18	19	17
65 ans et plus	48	26	9	12	6
CSP					
Cadres supérieurs	41	14	17	15	13
Ouvriers	34	5	23	19	20
Chômeurs	30	6	28	22	14
Étudiants	51	9	10	17	14
Niveau d'éducation					
CAP-BEP	37	8	18	20	17
Master	44	22	13	12	10
Participation électorale : présidentielle 2022					
Ont voté au 1er tour de la présidentielle 2022	45	16	13	16	11
Se sont abstenus au 1er tour de la présidentielle 2022	23	5	37	13	21
Vote présidentielle 2022					
Vote J-L. Mélenchon au 1er tour de la présidentielle 2022	58	8	14	12	8
Vote E. Macron au 1er tour de la présidentielle 2022	37	35	7	16	6
Vote M. Le Pen au 1er tour de la présidentielle 2022	41	6	14	21	18
% dans l'ensemble de l'échantillon	41	14	16	16	13

Exemple de lecture : sur 100 électeurs de J-L. Mélenchon en 2022, 58% appartiennent à la première classe de la typologie, les « démocrates insatisfaits » ; Classe 1 : « démocrates insatisfaits » ; Classe 2 : « démocrates satisfaits » ; Classe 3 : « démocrates désillusionés » ; Classe 4 : « démocrates autoritaires » ; Classe 5 : « non-démocrates autoritaires »

Source : CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, vague 15 (2024)

Plus encore que les clivages sociologiques, les clivages politiques jouent à plein sur le rapport à la démocratie. On voit tout d'abord que les « démocrates désillusionés » sont beaucoup plus abstentionnistes que les autres catégories (37% sont abstentionnistes à la présidentielle de 2022 dans cette catégorie), suivi des « démocrates insatisfaits » (22%) et des « non-démocrates autoritaires » (20%). Mais ce sont surtout les choix électoraux qui résument des différences considérables dans le rapport à la démocratie : 21 points de pourcentage séparent les électorats mélenchoniste et macroniste en matière d'insatisfaction démocratique ; 12 points de pourcentage séparent les électorats macroniste et lepéniste en matière d'attitude non-démocratique et autoritaire ; 11 points de pourcentages séparent les électorat mélenchoniste et lepéniste en matière de « démocratie autoritaire ». Si l'ampleur des clivages politiques et des polarisations sur la question démocratique est très marquée, nos données révèlent un élément jusque-là peu observé : l'électorat lepéniste est plus homogène à l'électorat dans son ensemble que l'électorat mélenchoniste ou macroniste dans l'expression de ses opinions sur la démocratie. Ce point, jusqu'ici peu observé, devra être suivi avec attention dans les vagues du Baromètre de la confiance d'ici 2027.

Conclusion

La vague 15 du Baromètre de la confiance montre, une nouvelle fois, que la présidence d'Emmanuel Macron n'a toujours pas inversé la courbe de la défiance politique ; nos données montrent l'ampleur du malaise social et démocratique français. Si ce double malaise n'est pas l'apanage de la France, que les données allemandes, italiennes et polonaises attestent également, c'est bien en France qu'il est le plus profond et le plus préoccupant. Des aspirations démocratiques s'expriment mais semblent ne pas être traitées par le système politique ou ne pas être perçues comme telles.

Si notre pays ne s'inscrit pas dans une trajectoire de remise en cause radicale des principes de la démocratie libérale, ce que les spécialistes des régimes politiques appellent un « democratic backsliding[19] » (un retour en arrière), caractéristique des « démocraties illibérales », la France connaît néanmoins des signes inquiétants de malaise démocratique que l'on peut qualifier avec Arianna Giovannini et Matthew Wood de « stress démocratique[20] ». Ces auteurs définissent le « stress démocratique » comme un ensemble de « tensions résultant de la manière dont les institutions démocratiques formelles traitent, réagissent ou stimulent elles-mêmes les pressions démocratiques informelles exercées sur ces institutions par des acteurs qui leur sont extérieurs[21] ». Si cette perspective d'analyse éloigne du vocabulaire catastrophiste que l'on rencontre chez ceux ou celles qui prédisent l'effondrement de la démocratie en Europe, elle n'en souligne pas moins que l'intensité ou la fréquence de ces pressions informelles et du stress démocratiques peut entraîner des problèmes dans la capacité des institutions démocratiques à y répondre efficacement. Autrement dit, l'incapacité d'un système démocratique à traiter les demandes qui lui sont adressées ne peut que renforcer le malaise et rendre le « stress démocratique » de plus en plus élevé et ressenti comme tel.

Il est plus que temps que notre pays s'engage dans un véritable « audit démocratique », comme le firent le Royaume-Uni ou l'Australie, organisé sur d'autres bases que ce que fut le « Grand débat national » et permettant enfin au « stress démocratique » de baisser. La montée en pression, telle que nos indicateurs la révèlent, commence à montrer d'inquiétants signes (de plus en plus récurrents) d'une crise démocratique sans fin.

19.
Bermeo, Nancy, "On Democratic Backsliding", *Journal of Democracy*, 27 (1), Janvier 2016, pp. 5–19

20.
Arianna Giovannini, Matthew Wood, "Understanding Democratic Stress", *Representation*, 58 (1), 2022, pp. 1-12.

21.
Op.cit

Édition : Florent Parmentier **Mise en forme :** Marilyn Augé

Pour citer cette note : CAUTRÈS (Bruno) « Anatomie d'un malaise démocratique français *», Note Le Baromètre de la confiance politique, Sciences Po CEVIPOF,* vague 15, mars 2024, 14 p.

© CEVIPOF, 2024 Bruno Cautrès